Islam: Bernard de La Villardière a osé lever le Tabou!

Article rédigé par Marie Delarue, le 05 octobre 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

Tabou : « Interdit d'ordre moral ou religieux frappant des actions, des objets, des lieux. L'enfreindre est sacrilège et exposerait à une sanction lourde des hommes ou des dieux. » Voilà pour la définition du dictionnaire.

Tabou, c'est aussi le titre du nouveau magazine de Bernard de La Villardière proposé sur *M6*. Un gros pavé dans la mare du conformisme et de la bien-pensance.

Pour ce premier numéro : « L'islam en France : la République en échec. »

Deux heures de reportage pour (tenter de) faire le tour de cette épineuse question, du port du voile au bidonnage de l'État sur les fameux « quartiers dédiés » de nos prisons, en passant par la compromission des élus et le financement détourné des lieux de culte.

« Dossier Tabou » enfreint donc la règle du silence... et s'expose à la sanction. On accuse La Villardière de « faire du sensationnalisme ». À quoi il répond : « Quand on n'osera plus aborder de front les problématiques un peu vives et qui posent problème, notre pays ne sera plus tout à fait une démocratie. » (20 Minutes). Mais ce qu'il révèle dérange, et fortement. Car « ce qu'on constate à travers ce document c'est qu'il n'y a pas d'islam en France, ni même d'islam de France, mais il y a des islams importés de l'étranger qui se livrent, encore une fois, à des guerres d'influence sur notre territoire ».

Il faut absolument regarder ce reportage qui, depuis sa diffusion, enflamme les réseaux sociaux. Stéphane Gatignon, le maire de Sevran (ex-PC passé chez EELV) dont la ville tient une place importante dans l'émission, court maintenant les studios de radio et de télé pour dénoncer « la manipulation ».

Mais les faits sont indéniables. Quand on compte en France 1 radicalisé parti faire le djihad pour 52.000 habitants, c'est 1 sur 3.400 dans sa ville. Un maire qui prête les salles du service municipal de la jeunesse pour y donner des cours de Coran ou qui signe, à dix jours des municipales, un bail avec une école privée salafiste (où les petites filles sont voilées) et l'installe dans des locaux de la ville pour un loyer de 300 euros par mois.

Mise en cause également, la mairie de Paris qui, sous couvert d'un Institut des cultures d'islam, a de fait financé un lieu de culte. Moment édifiant où la nouvelle directrice du lieu, la sénatrice PS Bariza Khiari, déclare benoîtement : « *C'est une seconde mosquée de Paris.* » Trouvant porte close à la salle de prière, en

effet revendue pour une somme symbolique à la mosquée de Paris, elle avoue : « Il faudrait leur demander la clé. On n'est plus chez nous, là! » Et bien que le hall et les salles d'exposition soient en principe des lieux publics, le représentant de la mosquée expulse La Villardière et son équipe!

Dans un jeu politique pervers, l'imam du XVIIIe arrondissement admet ainsi en souriant avoir « fait élire Daniel Vaillant », le député PS, grâce aux voix des musulmans de la Goutte-d'or.

Enfin, les dernières séquences du reportage en disent long sur le bidonnage du ministère de l'Intérieur quant aux fameux « quartiers dédiés » dans nos prisons, là où l'on prétend vouloir « déradicaliser » les terroristes en herbe. On découvre que, dans ces lieux qui coûtent fort cher au contribuable, « on interdit l'accès aux médias, parce qu'on ne veut pas créer la polémique et pour que le public ne se rende pas compte de l'impuissance de l'État ou de son amateurisme », dit Bernard de La Villardière.

Confirmation, au téléphone, de la dame du ministère : « C'est méga expérimental. »

Méga, en effet. D'abord, il n'est question que de « désengagement », et seulement auprès de volontaires ! Quant au « désengageur », un brave imam qui parle de « bêtises » (sic) pour désigner les actes terroristes, il confesse avoir 200 détenus à visiter, et ne pouvoir consacrer à chacun que... 10 minutes par mois ! Isolés des détenus de droit commun, les candidats au désengagement peuvent discuter entre eux. Résultat : « Ils se structurent, nomment des émirs, et disent qu'ils s'endurcissent. »

Vidéo

Menace pas voilée du tout d'un auto-radicalisé qui dispose dans sa cellule de la bibliothèque du parfait salafiste : « Faites attention dans la rue, il pleut bientôt des balles. C'est la guerre. C'est François Hollande qui l'a dit. » Dans moins de quatre ans, celui-là sera sorti de prison.